



Prise de position du European Youth Forum sur la Garantie pour la Jeunesse

Adoptée par le Conseil d'Administration, 2-3 septembre 2010, Anvers (Belgique)

Les défis structurels du marché du travail

Le chômage des jeunes en Europe a atteint des sommets sans précédent. Dans certains pays, quasi la moitié des jeunes est sans emploi.¹ Ces taux sont deux fois, voire trois fois plus élevés que ceux de l'ensemble de la population active.

Non content d'entraver le développement personnel des jeunes et de réduire leurs chances de vie, les exposant à la pauvreté et à l'exclusion sociale, le chômage empêche également les jeunes de contribuer au développement général de leur pays, de leur région, et du monde. Il est urgent de s'intéresser au chômage des jeunes par rapport au vieillissement de la société européenne, surtout pour garantir la durabilité des structures de protection sociale.

L'intégration des jeunes dans le marché du travail est devenue une question centrale car beaucoup se battent pour trouver leur premier emploi ou s'assurer un emploi plus permanent et de qualité. Le European Youth Forum considère que le passage des études au marché du travail doit être plus rapide, davantage orienté sur la qualité, et déboucher sur des positions à plus long terme. Les jeunes ne doivent pas être surreprésentés parmi les travailleurs aux contrats temporaires, et ils ne doivent pas se retrouver piégés dans le cycle des stages non rémunérés.²

Ces déséquilibres sont causés par les problèmes structurels du marché du travail qui ne peuvent uniquement être résolus au niveau individuel mais qui doivent être abordés aux niveaux national et européen à l'aide de mesures politiques bien ciblées.

Vers une intégration plus rapide et de meilleure qualité dans le marché du travail

De nombreux pays ont déjà établi des programmes pour augmenter l'emploi des jeunes, ainsi que des mesures spécialisées souvent qualifiées de garanties pour la jeunesse, intervention précoce, ou politiques de retour au travail.³ Cependant, les moyens pour réaliser l'objectif varient considérablement et peuvent impliquer par exemple l'encouragement de l'entrepreneuriat des jeunes, la création de stages supplémentaires⁴ et

¹ Le taux de chômage des jeunes de 16-30 ans en Bosnie-Herzégovine est de 58,5% (Labor Force Survey, BiH Statistics Agency, 2007). En juillet 2007, le taux de chômage des jeunes (de moins de 25 ans) était de 19,6% dans la zone euro, et de 20,2% dans l'UE des 27. Le taux le plus faible était observé aux Pays-Bas (8,1% en juin 2010), et le taux le plus élevé en Espagne (41,5%), en Lettonie (39,5% pour le 1er trimestre de 2010), et en Estonie (37,2% pour le 2ème trimestre de 2010). (Source : Eurostat, août 2010).

² Pour plus d'informations sur les positions du YFJ à ce sujet, voir le document politique 0813-07 sur l'emploi des jeunes, et le document d'opinion sur les stages 0076-09.

³ Bien que leur impact à long terme n'ait pas été évalué, deux exemples peuvent être soulignés : en 2005, le gouvernement finlandais introduisait un plan « Garantie sociale pour les jeunes » pour que tous les jeunes sans travail se voient offrir des études, une formation ou une place dans un atelier après trois mois de chômage. Le programme britannique « Un nouveau deal pour les jeunes » offre un soutien sur mesure aux jeunes au chômage depuis plus de six mois (Eurofound, 2007).

⁴ L'Autriche a créé 10.000 emplois en 2004 dans le cadre de son programme « Des emplois pour les Jeunes ». Entre 2004 et 2007, l'Allemagne a créé 30.000 places de stages par an dans le cadre de son « Pacte sur les stages ». La Belgique a lancé son Plan « Rosetta-bis » spécifiquement ciblé sur la garantie du passage des études à l'emploi, et fournissant un financement pour les jeunes souhaitant entreprendre une activité indépendante ou créer leur propre entreprise. (Eurofound 2007). De la même manière, l'impact de ces politiques doit encore être évalué.

des emplois subsidiés pour aider les jeunes à entrer sur le marché du travail⁵ ; encourageant l'emploi dans l'agriculture ; fournissant des possibilités d'éducation et de formation, ainsi que des avantages fiscaux ciblés.

Concrètement, une Garantie pour la Jeunesse veillera à ce que l'inactivité professionnelle des jeunes ne dépasse pas une période de quatre mois. Ce type de mesure politique aidera les jeunes à rester en contact avec le marché du travail et à actualiser leurs aptitudes et compétences, contribuant ainsi à leur employabilité ultérieure. Les Garanties pour la Jeunesse qui seront plus appropriées pour aider les jeunes à faire face aux lacunes structurelles du marché du travail leur permettront finalement d'avoir une plus grande confiance en eux, et elles pourraient renforcer les liens avec le marché du travail et les taux de participation dans le futur.

Compte tenu des différents besoins et priorités à travers l'Europe, les moyens de mise en œuvre des garanties pour la jeunesse peuvent varier considérablement. Toutefois, pour aboutir à de meilleurs résultats par rapport à l'intégration des jeunes dans le marché du travail, le European Youth Forum est convaincu que certains principes dominants doivent être respectés :

- des services personnalisés de conseils et orientation de carrière doivent être disponibles pour aider à trouver une solution sur mesure au chômage ;
- toute possibilité d'éducation et de formation dans le cadre du programme de Garantie pour la Jeunesse doit être accompagnée d'une bourse pour couvrir les dépenses minimum et/ou du remboursement des frais encourus, et aussi le logement étudiant subsidié si nécessaire ;
- les compétences et qualifications acquises dans le cadre des programmes de Garantie pour la Jeunesse devront être formellement reconnues ;
- l'aide à la recherche d'un tout premier emploi doit être établie comme une priorité pour les programmes de Garantie pour la Jeunesse ;
- les placements professionnels, y compris les stages et apprentissages, offerts aux jeunes dans le cadre du programme de Garantie pour la Jeunesse, doivent garantir des revenus suffisants, une protection sociale, et une assurance maladie pour les empêcher de sombrer dans la pauvreté ;
- les placements professionnels doivent inclure des initiatives d'économie verte⁶ ;
- d'éventuelles autres discriminations sur les jeunes chômeurs (fondées sur le genre, le milieu migrant, le handicap ou tout autre domaine) doivent être évitées ;
- tous les partenaires sociaux doivent être inclus dans la discussion sur le développement d'un système puissant et durable de Garantie pour la Jeunesse dans l'ensemble des pays européens ;
- en abordant les problèmes du marché du travail pour les jeunes, le potentiel de la société civile, en particulier les organisations de jeunesse ⁷, doit être étudié et pris en compte, sans transposer le poids de la résolution de la crise du chômage sur leurs épaules. Ce sont des acteurs clés qui contribuent au développement des

⁵ Le Conseil national de la Jeunesse de Finlande s'est vu allouer un budget de 6 euros pour créer de l'emploi subsidié pour les jeunes au sein des organisations de jeunesse. Quasi 2.000 emplois ont été créés en 2010 (Allianssi, 2010).

⁶ Par exemple, voir Green For All (www.greenforall.org) qui est une organisation américaine qui veut une économie verte inclusive suffisamment forte pour sortir les personnes de la pauvreté.

⁷ Un excellent cas d'organisations de jeunesse réunies pour travailler sur le chômage des jeunes est la Youth Employment Action (<http://www.youthemploymentaction.org>).

aptitudes et compétences des jeunes grâce à l'éducation non formelle, et ces efforts ainsi que le développement personnel qu'elles apportent aux jeunes doivent être reconnus.

Conclusion

Le European Youth Forum se réjouit des initiatives existantes mais il encourage les gouvernements européens et les partenaires sociaux à prendre des responsabilités précises pour introduire les Garanties pour la Jeunesse. Une telle garantie sera une mesure politique qui doit veiller à ce qu'aucune jeune personne ne soit au chômage, ne suive pas d'études ou de formation pendant plus de quatre mois, sauf s'il s'agit de son choix. Un contrôle de l'emploi des jeunes doit être instauré, via les organismes les plus appropriés, pour contribuer à la mise en place de telles politiques de Garantie pour la Jeunesse.

Le European Youth Forum est persuadé qu'une Garantie pour la Jeunesse peut être une approche efficace et proactive pour résorber le chômage disproportionné des jeunes et contribuer à leur inclusion sociale. A long terme, une Garantie pour la Jeunesse pourrait s'avérer une contribution importante à la durabilité du Modèle social européen, et elle permettrait d'encourager la solidarité intergénérationnelle. A moyen terme, elle aiderait également l'Union européenne à réaliser les objectifs de la Stratégie Europe 2020. Toutefois, il est crucial d'assurer que la Garantie pour la Jeunesse devienne un outil durable, et pas uniquement une mesure temporaire qui aiderait seulement à surmonter des crises lorsqu'elles apparaissent. Les Etats membres, mais aussi les institutions de l'Union européenne vont devoir assumer leur rôle dans ce processus.